



Réf : 002/OLUCOME/01/2016

Bujumbura, le 11/01/2016

A Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni,
Président de la République Ougandaise et
Médiateur dans la crise burundaise avec
les assurances de notre plus haute
Considération.
à Kampala

**Objet : Cri d'alarme au regard de la misère,
l'insécurité, et la peur généralisée
Chez les habitants du Burundi**

Excellence Monsieur le Président,

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), une des organisations de la société civile burundaise, voudrait saisir cette heureuse opportunité pour transmettre à Votre Excellence ses vifs remerciements pour l'incalculable initiative du lancement de la reprise du dialogue inter burundais le 28 décembre 2015 à Entebbe en Ouganda. Cet événement était tant attendu par une multitude silencieuse de citoyens burundais qui sévit dans la pauvreté sans nom, dans la peur constante d'un lendemain incertain en raison de l'insécurité dont les propensions croissent chaque instant et laissant derrière elle des cadavres par dizaines à la merci des intempéries et des charognards dans la Capitale Bujumbura ou dans d'autres localités.
2. A l'issue des cérémonies de lancement de ce dialogue inter burundais, la délégation du Gouvernement de fait de la République du Burundi a rejeté les assises qui étaient projetées au 06 janvier 2016 à Arusha en Tanzanie pour continuer ces pourparlers. Cette délégation a rejeté l'invitation du CNARED par la Médiation sous le prétexte qu'il n'est pas reconnu par la loi burundaise. Elle a

également remis en cause la représentativité des organisations de femmes et de la société civile burundaise.

3. L'OLUCOME considère ces allégations du Gouvernement comme une intentionnelle stratégie de faire trainer les négociations ou même de les boycotter purement et simplement. L'illustration éloquent de ce probable boycott est le prétexte avancé par le Gouvernement de Bujumbura quand il a interpellé Votre Excellence à lever toutes ces inquiétudes évoquées ci-haut.
4. Le Gouvernement vient, de façon à peine voilée, de manifester de manière ostensible et véhémement cette intention de se maintenir au pouvoir en toute illégalité et faire ainsi un pied de nez au Burundais et à la communauté internationale particulièrement la Sous-région et la Communauté Est-Africaine. La division ethnique est devenue une arme pour lui et le parti CNDD-FDD et son discours tourne autour de ce thème si cher au point qu'il ne cesse de rappeler les douloureuses dates de l'histoire du Burundi pour tenter de rassembler les irréductibles ethnistes autour de cette idée qui leur est si chère : la fissure ethnique hutu-tutsi. L'OLUCOME en a fait les frais quand, à travers ses communiqués de presse et déclarations, le CNDD-FDD a fait sciemment une mauvaise lecture de la lettre qu'il a adressée à Votre Excellence le 23/11/2015 portant le numéro 049/olucome/11/2015 ,une fausse accusation de promouvoir une alternance ethnique au pouvoir. Les deux communiqués portent respectivement les numéros 44 et 45 signés le 14 décembre et 23 décembre 2015 (en annexe de la présente). ceux-ci convaincront Votre Excellence que la référence aux ethnies dans ces communiqués a pour but de diviser les burundais et de jeter en pâture toute personne qui n'épouse pas les vues du parti et de son gouvernement.
5. Le parti CNDD-FDD de même que le Gouvernement se servent non seulement des structures administratives mais aussi des médias publics pour raviver la division entre les burundais et aux frais des subsides de l'Etat provenant des impôts et taxes des contribuables. Ces deux communiqués rédigés en quatre langues sont passés intégralement pendant plus de 25 minutes chacun dans un journal télévisé de 30 minutes.
6. Il est évident qu'au lieu de s'atteler au dialogue pour vider le contentieux politique existant, ils cherchent des faux-fuyants pour se soustraire au dialogue.

lg



7. Comme l'Observatoire l'a, à maintes reprises, évoqué dans ses communiqués et correspondances, les questions fondamentales qui hantent les burundais ne pourront trouver des remèdes durables que dans le dialogue inclusif inter burundais, entre les vrais protagonistes. Il s'agit là de l'unique voie à emprunter si non les moments difficiles que traverse le Burundi peuvent se détériorer davantage.
8. Depuis le 26 Avril 2015, date du début des manifestations de la population burundaise contre le troisième mandat (de Pierre Nkurunziza) contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation, près de 400 personnes auraient été assassinées de façon inhumaine, près de 300 mille autres se sont réfugiées dans les pays de la sous-région, des biens matériels publics et privés ont été dégradés, détruits par le feu ou les armes, cinq stations de radios et deux de télévision privées ont été anéanties avant d'être fermées par décision de justice burundaise.
9. Plus d'une dizaine d'organisations de la société civile ont été suspendues, plus de 50 journalistes et près de 100 défenseurs des droits humains ont été contraints de fuir le pays pour leur sécurité, plus de 6.000 personnes ont, d'après les informations officielles, été emprisonnées pour la simple raison qu'elles se sont érigées contre le troisième mandat.
10. La corruption a déjà été instituée comme un mode de gouvernement et s'est accentuée, la monnaie burundaise a perdu sa valeur, presque tous les partenaires techniques et financiers du Burundi ont retiré leur confiance aux autorités du Gouvernement burundais, la misère chez la grande majorité des burundais s'est accentuée au moment où un minime groupe de dirigeants illégitimes continue à s'enrichir illicitement et de façon scandaleuse pendant que la population est condamnée dans une misère sans nom, l'insécurité et à une peur généralisée suite à la volonté d'une seule personne qui veut à tout prix sa longévité au pouvoir,...
11. Cette misère généralisée se manifeste à travers la loi n°1/22 du 31 décembre 2015 portant fixation du budget général de l'Etat exercice 2016. Les ressources passent de 1444,4 milliards en 2015 à 1119,9 milliards en 2016 soit une diminution de 3,0%.

Les recettes fiscales hors exonérations dans la loi des finances 2016 s'établissent à 613 milliards de Fbu contre 658,9 milliards de Fbu dans la loi de finances 2015, soit une diminution de 6,9%. Les recettes non fiscales sont estimées à 65,6 milliards de Fbu contre 60,3 milliards de Fbu pour l'exercice 2015, soit une augmentation de 8,7%. Les dons sont estimés à 374,7 milliards de Fbu contre 699,6 milliards en 2015, soit une diminution de 46,4% par rapport à la loi des finances pour l'exercice 2015. Les charges du Budget Général de l'Etat pour la gestion de l'exercice 2016 sont de



1259,6 milliards de Fbu contre 1562,9 milliards de Fbu pour l'exercice 2015, soit une diminution de 19,4%.

Les dépenses courantes sont estimées à 742,4 milliards de Fbu contre 756,6 milliards de Fbu pour l'exercice 2015, soit une diminution de 2%.

Les dépenses en capital et prêts nets sont de 518,2 milliards en 2016 contre 806,2 milliards en 2015. Ce qui représente une baisse de 35,7%.

Le déficit de l'Etat dans le projet de loi des finances 2016 est évalué à 140,7 milliards contre 118,4 milliards en 2015, soit une augmentation de 17,4%.

Pour équilibrer le budget, le projet de loi de finances pour l'exercice 2016 doit combler ce déficit par un financement extérieur net négatif de 1,6 milliards de FBU et le financement intérieur net positif de 142,4 milliards de FBU. Ce qui est grave Excellence, c'est que le Gouvernement du Burundi, qu'en plus, des emprunts en terme des milliards qu'il va demander aux banques commerciales privés par semaines, il va continuer à sucer le contribuable burundais sans rien espérer en retour. L'OLUCOME estime que ce budget est fantaisiste du simple fait qu'il est irréalisable car le Burundi est le pays le plus pauvre du monde avec un PIB par habitant de 315.2 dollars américains selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015.

12. Excellence, c'est pour cette raison qu'en plus du non respect de l'Accord d'Arusha et de la Constitution, d'autres problèmes assaillent le peuple burundais et devraient faire l'objet de discussions approfondies au cours des négociations car ils hantent tellement le pays que s'ils n'étaient pas résolus dans l'immédiat ils pourraient condamner les citoyens burundais à une dégradation de l'économie nationale, accentueraient le sous-développement et par conséquent il surviendrait un appauvrissement inévitable de la population. Il s'agit notamment du leadership, de la démographie extrêmement galopante, du taux de chômage élevé, de l'amenuisement des terres, de la corruption et de détournement des deniers publics, de l'enrichissement illicite, de la justice sociale, de la distribution équitable des revenus du pays, de l'indépendance de la justice, de la confusion des pouvoirs entre les mains d'une seule personnalité, de la politique de l'emploi, de l'assainissement du climat des affaires, de la lutte contre la pauvreté, de l'élargissement de l'assiette fiscale, de la limitation des libertés publiques, des réfugiés, du désarmement de la population, de la diplomatie, des corps de défense et de sécurité, l'alternance politique au pouvoir, etc.

13. L'Observatoire voudrait rappeler que le dialogue inter burundais conduit à Bujumbura par les Nations Unies et soutenu par l'Union Africaine, la Communauté Est-Africaine et la CIRGL avait abouti aux clauses de réouverture de certaines



stations de radios privées, de libérer inconditionnellement les manifestants, d'annuler des mandats d'arrêts contre certains leaders burundais,... mais il a été observé que jusqu'à l'heure où nous sommes, aucune de ces clauses n'a encore été mise en application par le Gouvernement. Nous rappelons que l'OLUCOME était partie prenante dans ce dialogue.

14. Malgré que le Gouvernement de Bujumbura veut à tout prix fatiguer tout le monde y compris votre Excellence, l'OLUCOME demande à Votre Excellence de redoubler d'efforts et de continuer à accompagner les burundais dans la voie des négociations afin de trouver des solutions durables à cette situation alarmante. Si une fois, cette situation n'est pas résolue, il y a risque de contaminer la sous région et partant, cette situation deviendrait un fardeau lourd pour l'Afrique et la communauté internationale.

15. L'Observatoire s'inscrit en faux encore une fois contre toute personne physique ou morale qui amène au Burundi les enseignements ou idéologies de division ethnique pour arriver ou se maintenir au pouvoir au lieu de se pencher sur des solutions durables aux problèmes de pauvreté, de l'isolement et de l'insécurité qui accentuent la misère des burundais.

16. Excellence Monsieur le Médiateur, l'OLUCOME en tant qu'une organisation qui prône pour la non violence, voudrait demander à Votre Excellence de rappeler à ceux qui sont entrain d'utiliser la violence, que ça soit ceux qui sont au pouvoir ou de l'opposition ou autres groupes qui commettent des crimes inadmissibles que par voie de conséquence la justice nationale ou internationale les poursuivra un jour. C'est pour cette raison que les organisations habilitées sont entrain de rassembler toutes les preuves y relatives.

17. L'OLUCOME prie Votre Excellence, de continuer à convaincre le Gouvernement de Bujumbura à regagner la table de dialogue inter burundais sans condition en se souciant prioritairement des besoins urgents de la paix, de la sécurité et du développement économique des citoyens burundais plutôt que de privilégier ses avantages et maintenir une seule personne au pouvoir *ad vitam aeternum*.

De cette manière Vous aurez rendu au Burundi la précieuse dignité qui lui manque tant pour le moment suite aux déchirements fratricides de ses fils et filles.

Ep



Veillez croire, Excellence Monsieur le Président de la République de l'Ouganda et Médiateur dans la crise burundaise, à l'expression de notre plus haute considération.

Pour l'OLUCOME



Copie Pour Information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Kenya,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Rwanda,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République de l'ANGOLA,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Sud-Africaine,
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo,
- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
- Son Excellence Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
- Son Excellence Monsieur le Président en exercice de la CEEAC,
- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la CEEAC,
- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté Est-Africaine,
- Son Excellence Monsieur le Directeur Exécutif de la CIRGL,
- Madame, Monsieur la (le) Chef de Mission Diplomatique et Consulaire (TOUS),
- Monsieur le Représentant légal du parti CNDD FDD,
- Madame, Monsieur le Représentant légal des partis politiques de la mouvance présidentielle,
- Madame, Monsieur le Représentant légal des partis politique de l'opposition,
- Monsieur le Représentant du CNARED,
- Monsieur le Représentant légal des confessions Religieuses,
- Madame, Monsieur le Représentant légal de la Société Civile burundaise(TOUS),